

# LA CRISE DES INÉGALITÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Lutter contre  
l'austérité et la  
pandémie

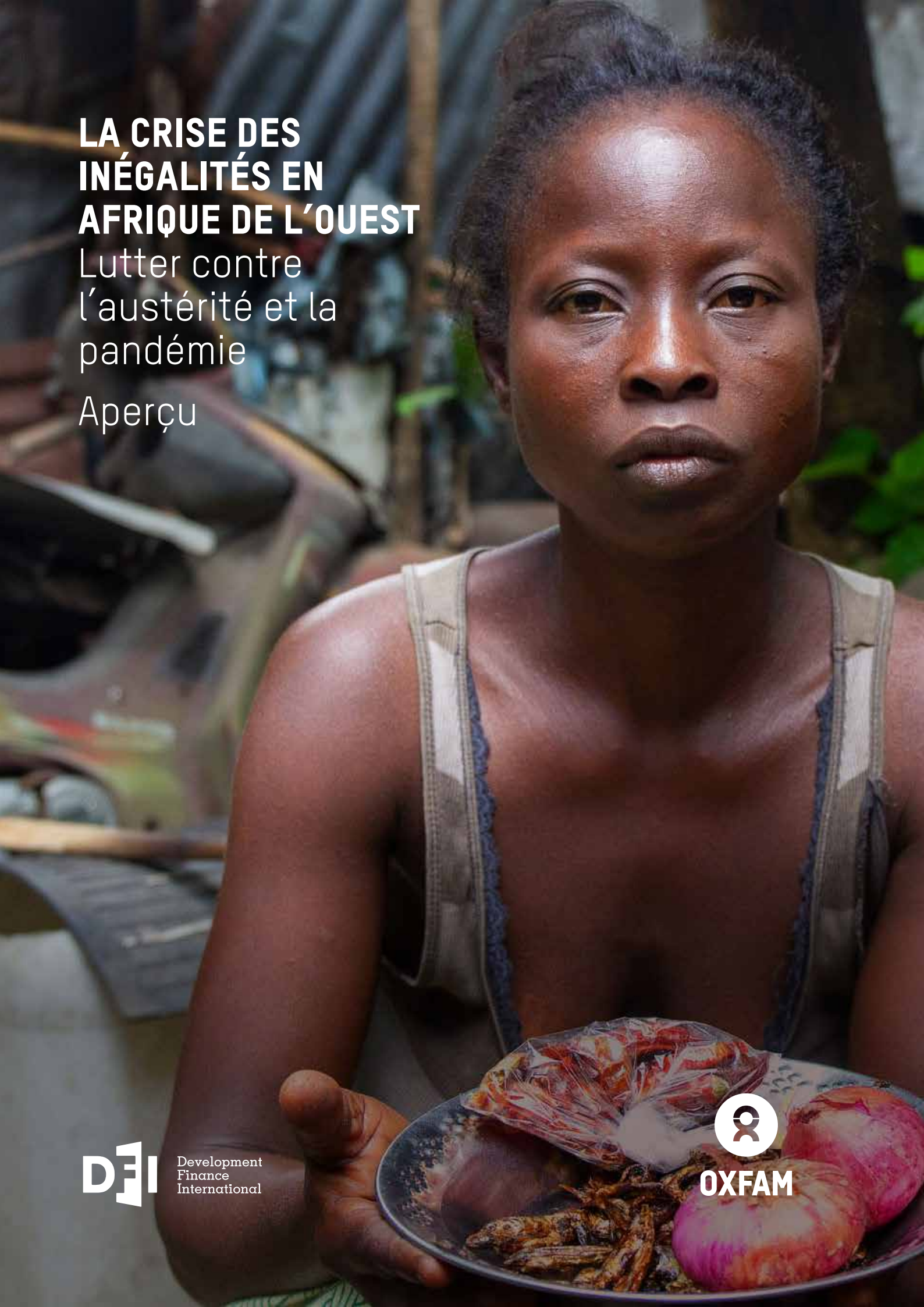
Aperçu



Development  
Finance  
International



OXFAM



## 1. INÉGALITÉS ET PANDÉMIE DE COVID-19 EN AFRIQUE DE L'OUEST

Oxfam et Development Finance International (DFI) ont produit ce rapport pour encourager les gouvernements ouest-africains à intensifier leurs efforts pour réduire les inégalités, qui étaient un problème sérieux avant la COVID-19 et qui ne font qu'empirer.

Cet aperçu évalue comment la pandémie de COVID-19 exacerbe les inégalités en Afrique de l'Ouest et la façon dont les gouvernements de la région ont réagi à la pandémie. Il étudie également l'impact de la pandémie sur les niveaux d'endettement et la mesure dans laquelle le FMI et la Banque mondiale prennent en compte les inégalités.

Remarque : les termes « Afrique de l'Ouest » et « CEDEAO+ » seront utilisés de manière interchangeable pour désigner 16 pays : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

### 1.1 INÉGALITÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST AVANT L'APPARITION DE LA COVID-19

L'Afrique de l'Ouest a connu une croissance économique impressionnante au cours des deux dernières décennies ; dans de nombreux pays, cela s'est accompagné d'une réduction significative de la pauvreté. Cependant, la plupart des pays ont également connu une croissance rapide de l'écart entre les personnes les plus riches et les personnes les plus pauvres, et les avantages de la croissance économique ont profité à une minorité. Notre précédent rapport sur l'Indice de l'engagement à la réduction des inégalités, publié en 2019, a montré qu'en Afrique de l'Ouest, les 1 % les plus riches possédaient plus que le reste des habitant·es de la région<sup>1</sup>. Une telle inégalité réduit la croissance économique<sup>2</sup> et aggrave la santé, entre autres, pour les populations<sup>3</sup>.

La situation ne s'est pas améliorée, selon les dernières données disponibles. Les figures 1 et 2 montrent respectivement les deux manières les plus courantes de mesurer les inégalités, à savoir le coefficient de Gini, un nombre compris entre 1 (inégalité totale) et 0 (égalité totale) basé sur la distribution de revenus<sup>4</sup>, et le ratio de Palma, qui compare les revenus des 10 % les plus aisé·es et des 40 % les plus pauvres<sup>5</sup>.

Les pays ont des résultats similaires avec les deux méthodes, la Guinée-Bissau et le Bénin étant les plus inégaux et le Mali et la Mauritanie les pays où l'on retrouve le moins d'inégalités. La **figure 1** montre que, dans tous les pays, le coefficient de Gini dépasse 0,27, niveau auquel le FMI estime que les inégalités sont susceptibles de porter atteinte à la croissance<sup>6</sup>.

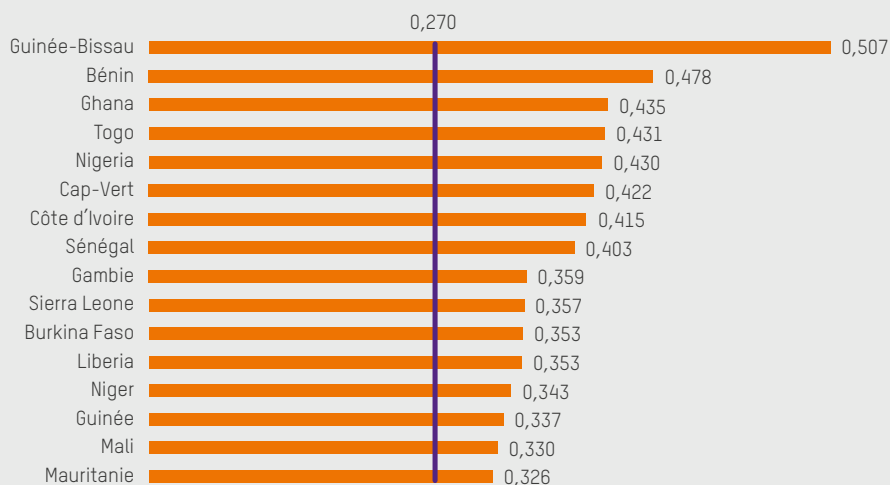
Dans certains pays, la concentration de la richesse a conduit à l'émergence d'un groupe restreint mais croissant de personnes incroyablement riches, alors qu'une majorité lutte pour répondre à ses besoins les plus élémentaires, tels qu'une éducation de qualité, des soins de santé et des emplois décents. En Guinée-Bissau, les 10 % des plus riches gagnent 60 % du revenu national. Ce chiffre atteint 55 % au Bénin et 40 % ou plus dans tous les autres pays. Dans tous les pays à l'exception du Mali, les 1 % des plus riches gagnent plus de 10 % du revenu national, et même 17 % au Bénin, en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau<sup>7</sup>.

Les recherches d'Oxfam ont montré que l'homme le plus riche du Nigeria gagne environ 150 000 fois plus de sa seule richesse que la somme que les 10 % des personnes les plus pauvres du pays dépensent en moyenne en un an<sup>8</sup>. Au Ghana, entre 2006 et 2016, on a compté un millier de nouveaux/elles millionnaires en dollars américains ; au cours de la même période, près d'un million de personnes, principalement originaires de la région des savanes, ont basculé dans la pauvreté<sup>9</sup>. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, il a été démontré que l'accès insuffisant et inéquitable aux richesses, aux moyens de subsistance et aux ressources naturelles est à l'origine d'une augmentation des conflits violents<sup>10</sup>.

### 1.2 IMPACT DE LA COVID-19 SUR LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS

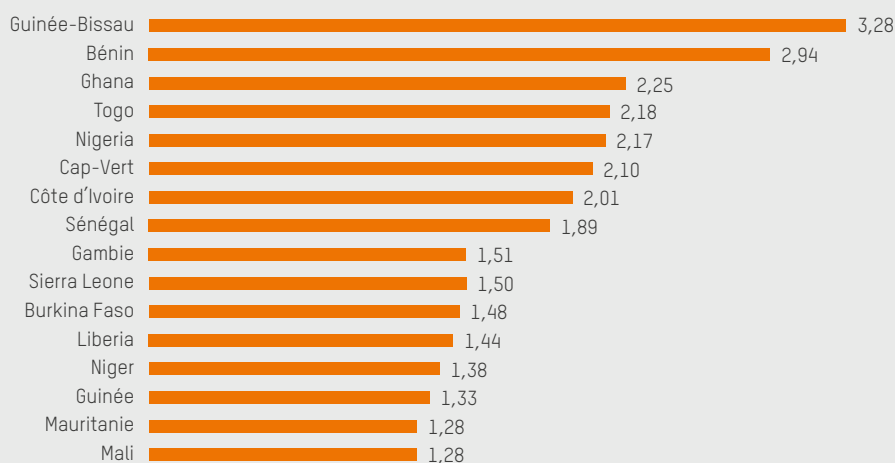
Le FMI<sup>11</sup>, l'ONU<sup>12</sup> et la Banque mondiale<sup>13</sup> ont exprimé leur inquiétude quant à la forte augmentation des inégalités et de la pauvreté que la pandémie pourrait causer<sup>14</sup>. La Banque mondiale estime que la pandémie pourrait faire basculer 51 millions de personnes en Afrique subsaharienne dans l'extrême pauvreté, portant le total à 491 millions de personnes (42,1 % de la population)<sup>15</sup>. Comme la Banque africaine de développement

FIGURE 1 : COEFFICIENTS DE GINI - AFRIQUE DE L'OUEST



Source des deux graphiques : Base de données du Rapport sur le développement humain du PNUD à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/countries>. L'ancienneté des données varient selon les pays et proviennent des dernières enquêtes auprès des ménages menées par chaque gouvernement.

FIGURE 2 : RATIO DE PALMA - AFRIQUE DE L'OUEST



Source des deux graphiques : Base de données du Rapport sur le développement humain du PNUD à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/countries>. L'ancienneté des données varient selon les pays et proviennent des dernières enquêtes auprès des ménages menées par chaque gouvernement.

(BAD) l'a indiqué<sup>16</sup>, la plupart des personnes basculant dans l'extrême pauvreté ont des niveaux d'éducation inférieurs et disposent de moins d'actifs, occupent des emplois précaires, informels ou peu qualifiés ou étaient déjà en situations précaires (par exemple, affectées par des invasions de criquets ou la sécheresse). Ces groupes sont plus exposés à la COVID-19 car ils travaillent souvent dans des secteurs impliquant de nombreux contacts humains, tels que la vente au détail, ou dans des activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre avec moins de possibilités de se distancier socialement ou de travailler à domicile. Les femmes et les ménages dirigés par des femmes représenteront une grande partie des personnes ayant récemment basculé dans la pauvreté.

La BAD a souligné une série de conséquences secondaires de la pandémie qui pourraient aggraver la pauvreté et les inégalités à long terme. Celles-ci incluent :

- les fermetures prolongées d'écoles, exacerbant les inégalités d'apprentissage et les taux d'abandon scolaire (en particulier pour les plus pauvres et pour les filles) ;
- des perturbations dans les services de santé non liés à la pandémie et une capacité réduite à payer pour les soins de santé, compromettant le traitement d'autres maladies et
- des pertes d'emplois et de revenus disproportionnellement élevées chez les femmes, qui dégraderont le capital humain par une baisse des investissements dans la santé, la nutrition et l'éducation des enfants.

D'autre part, l'essor mondial des marchés boursiers a fait augmenter la richesse des milliardaires de 5 500 milliards de dollars entre le 18 mars et la fin juillet 2021<sup>17</sup>. Le FMI a donc suggéré que l'impact de la COVID-19 pourrait accroître les inégalités dans les pays à faible revenu (un groupe qui comprend tous les pays étudiés dans ce rapport), comme mesuré par le coefficient de Gini moyen, de plus de 6 %<sup>18</sup>. La Banque mondiale a indiqué que l'augmentation de la pauvreté pourrait mettre plus d'une décennie à s'inverser, ce qui réduirait à néant tout espoir de voir les pays atteindre les objectifs de leur plan de développement national pour la réduction de la pauvreté et des inégalités d'ici 2030. Cependant, si les pays agissent contre les inégalités, l'impact de la crise pourrait être inversé en seulement trois ans<sup>19</sup>.

L'Afrique de l'Ouest a connu des taux relativement faibles d'infections et de décès dus à la COVID-19 en 2020<sup>20</sup>. Comme le montre le **tableau 1**, les taux d'incidence moyens en Afrique de l'Ouest sont nettement inférieurs à ceux de toutes les autres régions d'Afrique, sauf une.

**TABLEAU 1 : TAUX D'INCIDENCE MOYENS DE LA COVID-19 DANS LES CINQ RÉGIONS D'AFRIQUE**

Région	Taux d'incidence moyen (personnes infectées par tranche de 100 000 personnes)
Afrique centrale	492
Afrique de l'Ouest	564
Afrique de l'Est	1 489
Afrique du Nord	2 114
Afrique australe	3 951

Source : Les taux d'incidence moyens sont calculés à partir des données de l'Université Johns Hopkins (21 août 2021). <https://gisanddata.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6>

Cependant, il existe des signes inquiétants que les infections sont à la hausse. En 2021, les taux d'infection à la COVID-19 sont de plus en plus élevés et l'OMS a averti que les décès sont actuellement à leur plus haut niveau en Afrique de l'Ouest depuis le début de la pandémie<sup>21</sup>.

L'Afrique de l'Ouest n'a pas été épargnée par les retombées économiques de la pandémie. Nous estimons que les pertes économiques résultant d'une croissance plus faible que prévu dans la région ont atteint 48,7 milliards de dollars en 2020, ce qui équivaut à environ 77 dollars pour chaque citoyen-ne ouest-africain-e<sup>22</sup>. Le FMI s'attend à une croissance quasi-nulle en 2020 dans la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de -2,5 % dans la CEDEAO. Seuls cinq pays (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée et Niger) devraient avoir connu une croissance positive. Le Cap-Vert (avec -6,8 %) et le Nigeria (avec -4,3 %) ont été les plus durement touchés<sup>23</sup>. La croissance du PIB réel était de -0,71 % dans la CEDEAO en 2020<sup>24</sup>.

L'effet du choc économique provoqué par la pandémie n'est pas seulement visible sur les indicateurs économiques tels que le PIB. Il se fait sentir dans la vie quotidienne des citoyen-nes de toute l'Afrique de l'Ouest et dans certains cas, pour des années encore. Par exemple, une enquête menée par Gallup de fin 2020 au début de l'année 2021 a montré qu'en moyenne, plus de 60 % des citoyen-nes de huit pays d'Afrique de l'Ouest ont déclaré avoir perdu des revenus et du travail (voir le **tableau 2**), parmi les impacts les plus élevés sur le travail et les revenus constatés à l'échelle mondiale<sup>25</sup>. Dans une autre enquête menée dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest, 28 % des personnes interrogées ont déclaré avoir perdu leur emploi, leur entreprise ou leur principale source de revenus pendant la pandémie<sup>26</sup>. Dans la région d'Afrique de l'Ouest, l'OIT estime que la COVID-19 a entraîné une perte d'heures de travail de 6,4 % en 2020 par rapport à 2019, ce qui équivaut à 7 millions d'emplois à temps plein<sup>27</sup>. Une telle perte d'emplois et de revenus plonge des millions de personnes dans la pauvreté dans toute l'Afrique de l'Ouest. Dans certains pays, la pandémie laissera des effets durables et significatifs sur les niveaux de pauvreté si les politiques actuelles ne sont pas radicalement modifiées. Par exemple, l'ONU estime que la pandémie fera basculer 16,5 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté au Nigeria d'ici 2030, et 2,3 millions de personnes supplémentaires pour le Burkina Faso<sup>28</sup>.

#### TÉMOIGNAGE : FATIMATA ZORÉ

Fatimata Zoré, une femme déplacée de 29 ans venant de Dori, au Burkina Faso, a raconté à Oxfam : « La COVID-19 a été une énorme source de souffrance pour nous. Avant l'apparition de cette maladie, nous avions l'habitude de frapper à la porte des membres de la communauté pour trouver du travail. Nous lavions le linge et faisons le ménage pour gagner de quoi manger chaque jour. Mais après l'apparition de la maladie, nous avons été obligé-es de rester chez nous. Nous ne pouvions plus sortir pour chercher de quoi manger. Nous avons réellement beaucoup souffert. Trouver de la nourriture est difficile. Nous ne parvenons plus à nous procurer ce que nous pouvions trouver auparavant. Les ressources sont épuisées. »



TABLEAU 2 : IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES REVENUS ET LE TRAVAIL DANS HUIT PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

Pays	Pourcentage de travailleurs/euses ayant arrêté de travailler temporairement	Pourcentage de travailleurs/euses ayant travaillé moins d'heures	Pourcentage de travailleurs/euses ayant gagné moins d'argent qu'à l'ordinaire
Bénin	52	56	61
Burkina Faso	71	64	61
Ghana	60	60	65
Guinée	57	61	61
Côte d'Ivoire	63	66	64
Nigeria	60	66	68
Sénégal	63	65	65
Togo	58	66	65
<b>Moyenne</b>	<b>60,5</b>	<b>63</b>	<b>63,75</b>

Source : J. Ray. (3 mai 2021). COVID-19 Put More Than 1 Billion Out of Work. Gallup. <https://news.gallup.com/poll/348722/covid-put-billion-work.aspx> Les enquêtes sont basées sur au moins 1 000 adultes âgés de 15 ans ou plus dans le pays d'intervention et menées dans la seconde moitié de 2020 et au début de 2021.

La croissance plus faible se poursuivra en 2021, bien que sa gravité dépendra de la vitesse de déploiement des vaccins contre la COVID-19 à l'échelle mondiale<sup>29</sup>. Malheureusement, comme le montre le **tableau 3**, aucun pays d'Afrique de l'Ouest, à l'exception du Cap-Vert et de la Gambie, n'a complètement vacciné plus de 5 % de sa population en août 2021, avec un taux incroyablement bas de 1,5 % de la zone couverte<sup>30</sup>. Le FMI prévoit que le PIB de l'Afrique de l'Ouest sera toujours inférieur de 6 % aux prévisions pré-COVID d'ici la fin de 2022, alors que les Perspectives économiques en Afrique prévoient que la croissance en Afrique de l'Ouest n'atteindra que 2,8 % en 2021<sup>31</sup>.

TABLEAU 3 : VACCINS CONTRE LA COVID-19 ADMINISTRÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST (AOÛT 2021)

Pays	Pourcentage de la population complètement vaccinée
Bénin	0,4
Burkina Faso	0,2
Cap-Vert	23,8
Côte d'Ivoire	2,4
Gambie	6,7
Ghana	2,1
Guinée	3,6
Guinée-Bissau	0,9
Liberia	1,2
Mali	0,7
Mauritanie	3,1
Niger	1,0
Nigeria	1,0
Sénégal	4,5
Sierra Leone	1,4
Togo	3,3

Les données sur les vaccins ont été consultées le 21 août 2021 sur Bloomberg : <https://www.bloomberg.com/graphics/covid-vaccine-tracker-global-distribution/>.

Les données sur les taux d'incidence de la COVID-19 datent également du 21 août 2021 et sont tirées du tableau de bord sur la COVID-19 de l'Université Johns Hopkins : <https://gisanddata.maps.arcgis.com/apps/dashboards/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6>

Alors que la majorité des citoyen·nes ouest-africain·nes ont été frappé·es par les effets de la pandémie, l'expérience a été assez différente pour les personnes les plus riches de la région. Les trois hommes les plus riches de la région, tous basés au Nigeria, ont vu leur richesse passer de 16,8 milliards de dollars en mars 2020 à 23,2 milliards de dollars en juillet 2021. Cette somme serait plus que suffisante pour financer un programme complet de vaccination pour tou·te·s les habitant·es de la région<sup>32</sup>.

L'épidémie d'Ebola en 2014 a montré aux gouvernements d'Afrique de l'Ouest comment les épidémies peuvent exacerber la pauvreté et les inégalités (voir page 2). Il en sera de même pour la COVID-19, à moins que les gouvernements n'agissent pour inverser ces tendances.

#### ENCADRÉ 1 : PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS PENDANT L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA

Les épidémies précédentes ont fortement exacerbé la pauvreté et les inégalités. Les principales crises liées à des maladies transmissibles du 21<sup>e</sup> siècle, avant l'apparition de la COVID-19, ont entraîné une augmentation persistante de 2 % des coefficients de Gini des pays concernés. La part des revenus allant aux citoyen·nes les plus riches a augmenté pour de nombreuses raisons, mais le facteur essentiel était que les travailleurs et travailleuses les plus pauvres avaient un moindre accès aux soins de santé et à la protection sociale, moins de possibilité de travailler à domicile et un capital éducatif ne suffisant pas à les aider à changer d'emploi. En conséquence, leur revenu, leur santé et leur emploi ont souffert du fait qu'ils et elles ont perdu leur emploi ou ont été poussé·es vers le travail informel<sup>33</sup>.

L'Afrique de l'Ouest en a fait l'expérience. L'épidémie d'Ebola de 2013 à 2016 a été alimentée en partie par les inégalités existantes. Les groupes vulnérables étaient moins résistants aux chocs socio-économiques et les fortes disparités entre les zones rurales et urbaines ont accéléré la transmission du virus<sup>34</sup>. Un manque chronique d'établissements de santé abordables dans les zones rurales a rendu impossible l'identification et l'isolement des cas et a facilité la propagation du virus dans les communautés. Au Liberia, 71 % des personnes interrogées ont déclaré que, pendant la crise d'Ebola, les hôpitaux publics de leur région étaient complètement ou partiellement fermés. Là où les services de santé étaient disponibles, 68 % des personnes interrogées n'avaient pas les moyens de payer pour accéder à des services de santé<sup>35</sup>. En 2015, The Lancet a constaté que la fragilité des systèmes de santé était une des principales raisons de la propagation rapide d'Ebola et que cela reflétait les recommandations politiques passées du FMI, qui avaient limité les dépenses de santé et plafonné les salaires et le nombre de travailleurs et travailleuses<sup>36</sup>.

Ebola a aggravé les inégalités en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone. Les effets économiques les plus importants ne découlaient pas des coûts directs de la maladie (à savoir les décès ou les problèmes de santé) mais des mesures mises en place pour contenir l'épidémie<sup>37</sup>. Fin 2015, la Banque mondiale estimait que l'épidémie avait réduit de 3 à 4 milliards de dollars le PIB combiné de la Sierra Leone, de la Guinée et du Liberia<sup>38</sup>.

Les personnes vivant dans la pauvreté ont été les plus durement touchées. L'inflation due à la hausse des prix des denrées alimentaires a affecté leur capacité à acheter des produits de base<sup>39</sup>. Les revenus des ménages ont chuté en raison des pertes d'emplois, de la perte des récoltes, des fermetures temporaires des marchés et des restrictions à la circulation. Au Liberia, par exemple, près de la moitié des personnes qui travaillaient en mars 2014 n'avaient plus d'emploi début novembre<sup>40</sup>. La proportion de ménages avec des économies est passée de 61 % avant Ebola à 27 % par la suite. Les femmes pauvres (qui représentent 70 % des petits commerçants) ont été particulièrement touchées par les restrictions sur les voyages, qui limitaient l'accès aux marchés essentiels<sup>41</sup>. Elles ont représenté les deux tiers des cas d'Ebola, ont perdu l'accès aux soins de santé et ont été privées d'éducation pour fournir des soins à leur famille<sup>42</sup>. Dans l'ensemble, les inégalités économiques ont augmenté de 6 % au Liberia et de 5 % en Sierra Leone<sup>43</sup>.

Enfin, l'épidémie d'Ebola a épuisé des budgets publics déjà limités : le montant dépensé pour répondre à l'épidémie d'Ebola était supérieur de 150 % aux budgets annuels combinés de la Sierra Leone, de la Guinée et du Liberia<sup>44</sup>. De nouveaux prêts pour financer la réponse à l'Ebola ont entraîné une montée en flèche de la dette et de nouvelles réductions des dépenses sociales<sup>45</sup>.

Les leçons qui auraient dû être tirées de la pandémie d'Ebola étaient les suivantes :

- Maximiser les efforts de prévention de la propagation en réduisant les inégalités et en offrant des soins de santé gratuits et universels, des congés maladie payés, une protection sociale plus large et une éducation pour les plus pauvres afin d'améliorer leur flexibilité à l'emploi
- Concevoir des réponses politiques pour la réduction des inégalités, en acheminant l'aide vers les citoyen-nes les plus pauvres en protégeant leurs emplois, en leur offrant une protection sociale et en veillant à ce que les soins de santé soient accessibles et gratuits
- Modifier les recommandations du programme du FMI pour soutenir ces politiques préparatoires et réactives
- Fournir un soutien financier bilatéral et multilatéral, de préférence sous forme de subventions plutôt que de prêts, en particulier pour les pays les plus pauvres, afin d'éviter l'augmentation du poids de la dette

### 1.3 L'AFRIQUE DE L'OUEST N'ÉTAIT PAS PRÉPARÉE À LA CRISE

La COVID-19 a montré le manque de préparation à l'éventualité d'une pandémie dans les pays d'Afrique de l'Ouest, malgré leur expérience d'Ebola. Le **tableau 4** montre que dans la plupart des pays, on remarquait :

- un faible niveau de dépenses de santé, (7,7 % des budgets publics) ;
- un faible accès aux services de santé essentiels, accessibles à seulement 43 % de la population ;
- des niveaux élevés de dépenses directes catastrophiques, 9 % des personnes consacrant plus de 10 % du revenu de leur ménage aux soins de santé ;
- des dépenses de protection sociale très faibles, équivalant à seulement 6,5 % des budgets publics ;
- un accès limité aux prestations de protection sociale (en utilisant la couverture des retraites comme substitut), à seulement 15 % de la population<sup>46</sup> et ;
- une très faible proportion des travailleurs/euses ayant des contrats et des droits formels.

Les dépenses de santé en Afrique de l'Ouest étaient inférieures d'un tiers aux moyennes mondiales, tout comme l'accès aux soins de santé universels ; la proportion de ménages effectuant des dépenses directes catastrophiques était de 10 % plus élevée ; les dépenses de protection sociale étaient inférieures de deux tiers ; la proportion de travailleurs/euses couverts par un régime de retraite était inférieure de 75 % et la proportion de travailleurs/euses ayant des droits formels (par exemple, indemnités de maladie, protection de l'emploi, etc.) était inférieure de 60 %.

En d'autres termes, lorsque la COVID-19 est apparue, la plupart des citoyen-nes d'Afrique de l'Ouest avaient un accès insuffisant aux soins de santé et n'avaient pas accès à la protection sociale et aux droits du travail essentiels pour faire face à la pandémie.



TABLEAU 4 : SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST AVANT LA COVID-19

Pays	Dépenses de santé (% du budget du gouvernement)	Accès universel aux soins de santé (% de la population)	Dépenses directes catastrophiques (>10 % du revenu du ménage consacré aux soins de santé) (% de la population)	Dépenses de protection sociale (% du budget du gouvernement)	Couverture de protection sociale (% de la population couverte par un régime de retraite)	Travailleurs/euses ayant des droits (% travailleurs/euses dotés de contrats formels)
Bénin	5,0	40,0	10,9	6,8	9,7	12,0
Burkina Faso	10,7	40,0	3,1	4,5	2,7	12,7
Cap-Vert	9,6	69,0	7,0	11,3	85,8	56,9
Côte d'Ivoire	5,2	47,0	12,4	8,9	7,7	27,9
Gambie	7,5	44,0	0,2	2,0	17,0	25,4
Ghana	8,3	47,0	1,1	5,1	33,3	29,9
Guinée	6,5	37,0	7,0	8,6	8,8	10,2
Guinée-Bissau	8,0	40,0	16,5	6,0	6,2	23,7
Liberia	17,2	39,0	14,1	1,7	0,6	22,2
Mali	5,0	38,0	6,5	8,4	2,7	17,6
Mauritanie	6,6	41,0	11,7	9,9	9,3	43,0
Niger	7,1	37,0	6,6	3,6	5,8	6,3
Nigeria	3,6	42,0	10,7	6,7	7,8	20,0
Sénégal	5,1	45,0	3,3	11,0	23,5	33,0
Sierra Leone	11,2	39,0	20,7	2,7	0,9	13,3
Togo	6,9	43,0	12,5	7,2	10,9	18,7
Moyenne CEDEAO+	7,7	43,0	9,0	6,5	14,6	23,3
Moyenne globale	11,0	64,4	8,4	18,8	55,34	55,7

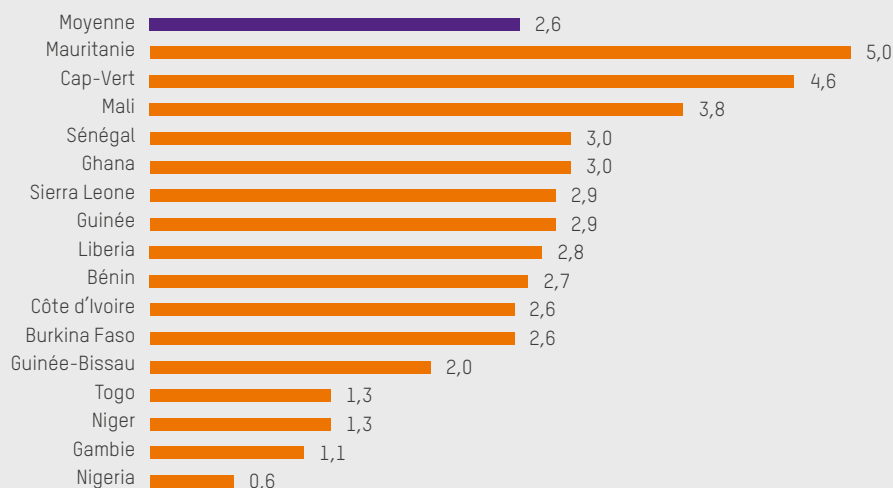
Source : M. Martin, M. Lawson, J. Walker et N. Abdo. (2020). *Combattre les inégalités en période de COVID-19 : l'indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2020*. Oxfam et DFI. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/fighting-inequality-in-the-time-of-covid-19-the-commitment-to-reducing-inequali-621061/>

#### 1.4 RÉPONSES DES GOUVERNEMENTS À LA PANDÉMIE

Les pays de la CEDEAO+ ont répondu à la crise avec des plans de reprise économique relativement modestes (en moyenne seulement 2,6 % du PIB), en raison de leur capacité limitée à emprunter des fonds supplémentaires pour soutenir les dépenses<sup>47</sup>. En comparaison, les pays d'Afrique subsaharienne y ont consacré en moyenne 3 % de leur PIB, les marchés émergents 5 % et les économies à revenu élevé plus de 10 %<sup>48</sup>. La **figure 3** montre l'échelle des réponses de chaque pays, allant de seulement 0,6 % au Nigeria, qui subissait une crise fiscale avant l'apparition de la COVID-19 en raison de la chute des prix du pétrole, à 5 % en Mauritanie.

Il est également important de noter que quatre pays de la CEDEAO+ ont financé au moins une partie de leur réponse à la COVID-19 en limitant les dépenses dans d'autres secteurs. La Mauritanie, le Liberia, le Nigeria et le Sénégal sont les pays qui ont le plus limité leurs dépenses dans d'autres secteurs afin de financer leur réponse<sup>49</sup>.

FIGURE 3 : DÉPENSES POUR LA RÉPONSE À LA COVID-19 (% DU PIB)



Source : Documents sur les programmes pays du FMI (2020-2021), disponibles sur <https://www.imf.org/en/Countries> Pour des sources plus détaillées, voir les profils pays accompagnant ce rapport.

La nature des réponses a varié selon les pays. Tous ont investi des fonds dans les mesures de santé pour lutter contre la pandémie, mais seulement quelques-uns (Bénin, Ghana, Mali, Sénégal et Togo) ont établi des plans pour investir davantage dans les systèmes de santé et la préparation après 2021. Tous les pays ont également investi davantage dans la protection sociale, mais en Gambie et au Nigeria, cette augmentation a été très limitée en raison des contraintes budgétaires.

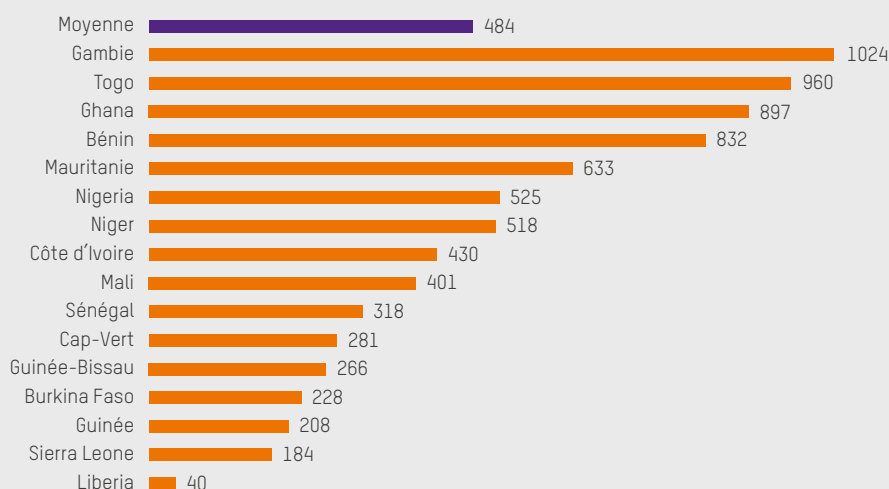
Selon la Banque mondiale, presque tous les pays ont utilisé une combinaison de transferts monétaires, de distribution alimentaire et d'exonérations ou de réductions des factures de services publics pour compléter les revenus de leurs citoyen·nes. Certains pays ont utilisé moins d'outils (par exemple, uniquement les transferts monétaires et les services publics au Bénin et au Togo ; la nourriture et les services publics en Guinée-Bissau, au Liberia et au Sénégal et les transferts monétaires et la nourriture en Sierra Leone). Le Ghana, la Guinée et le Nigeria ont ajouté des investissements dans les travaux publics et l'emploi ; Le Bénin, la Sierra Leone et le Togo ont subventionné les salaires dans les petites entreprises. Le Cap-Vert est le seul pays à avoir eu les moyens de subventionner les salaires et les cotisations sociales. La Sierra Leone a doublé le montant fourni dans chaque transfert monétaire et la Guinée a plus que triplé le nombre de personnes recevant de tels transferts. La Côte d'Ivoire et le Togo ont mis en place un nouveau programme de transferts monétaires pour 3 % et 8 % de leurs populations respectives<sup>50</sup>.

Malgré des augmentations spectaculaires de l'ampleur de la protection sociale dans certains pays, dans la plupart des cas, celles-ci proviennent d'une très petite base et sont également temporaires, ce qui réduit leur impact sur les inégalités. Des enquêtes menées dans sept pays d'Afrique de l'Ouest<sup>51</sup> révèlent qu'en moyenne près de 70 % des citoyen·nes pensent que l'aide a été injustement distribuée. Parmi les personnes interrogées, seulement 30,7 % en moyenne ont déclaré avoir reçu un soutien du gouvernement. Au Niger, les personnes qui ne vivaient pas dans la pauvreté étaient deux fois plus susceptibles de recevoir un soutien du gouvernement que les personnes pauvres. En Sierra Leone, on estime que 92 % de l'appui du gouvernement a été reçu par des entreprises, alors que 1,5 % seulement de l'aide est allée à la protection sociale des citoyen·nes<sup>52</sup>. Bien que ces chiffres montrent des variations importantes entre les pays, ils sont néanmoins une indication inquiétante que les mécanismes de soutien temporaire des gouvernements de la région n'ont pas profité aux plus démunis.

## 1.5 L'IMPACT DE LA CRISE DE LA DETTE SUR LES INÉGALITÉS

De nombreux gouvernements doivent consacrer une part croissante de leur budget au service de la dette au lieu d'investir dans leur population. Même avant la COVID-19, le service de la dette atteignait des niveaux astronomiques dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, accaparant des fonds qui auraient pu servir à réduire les inégalités. La **figure 4** montre qu'en moyenne, les pays de la CEDEAO+ dépensaient près de cinq fois plus pour le service de la dette intérieure et extérieure que pour la santé.

FIGURE 4 : SERVICE DE LA DETTE PAR RAPPORT AUX DÉPENSES DE SANTÉ (% EN 2019)



Source : Dépenses de santé à partir des données de l'Indice de l'engagement à la réduction des inégalités ; service de la dette du FMI/de la Banque mondiale ; Sustainability Analyses 2020-21, disponible à <https://www.imf.org/en/publications/dsa>

De nombreux pays ont dû emprunter pour financer leur réponse à la pandémie, tout en voyant leur PIB stagner ou baisser et les recettes budgétaires s'effondrer. Les **figures 5** et **6** montrent la dette en pourcentage du PIB et le service de la dette en pourcentage des recettes<sup>53</sup>. Le rapport dette-PIB était en moyenne de 63,5 % et le rapport service de la dette/recettes budgétaires de 61,7 % fin 2020. Les pays les plus touchés sont la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone, mais seuls la Guinée et le Liberia sont moins susceptibles de voir le service de la dette réduire les dépenses essentielles pour la reprise et le respect des objectifs de développement durable (ODD). Pour donner une idée de ce que les économies obtenues pourraient permettre de faire, au Ghana, l'annulation des paiements de la dette extérieure en 2020 permettrait au gouvernement d'accorder une subvention mensuelle en espèces de 20 \$ aux 16 millions d'enfants, de personnes handicapées et de personnes âgées du pays pendant six mois.

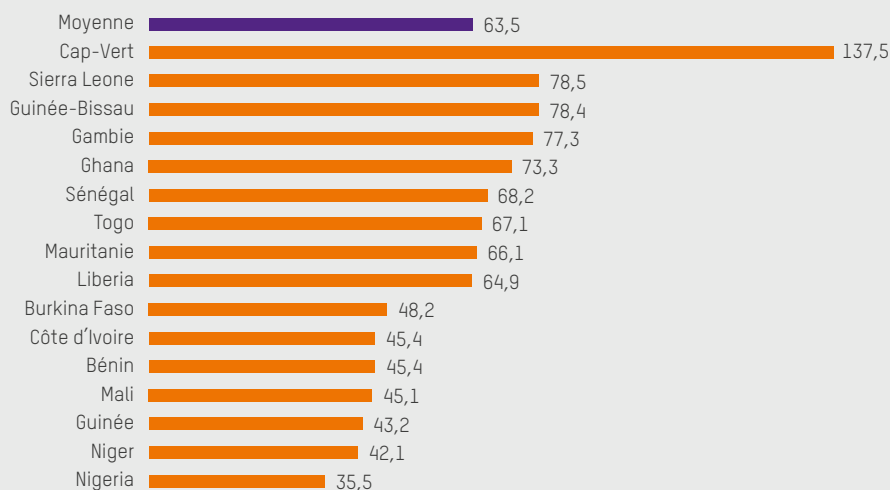
Jusqu'à présent, la réponse globale en termes d'allègement de la dette a été limitée à :

- l'annulation du service de la dette envers le FMI pour 25 pays en 2020 (dont le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, la Sierra Leone et le Togo)<sup>54</sup> et ;
- un report des paiements aux gouvernements du G20 au cours de la même période grâce à une initiative visant à suspendre le service de la dette, pour laquelle 14 des pays de la CEDEAO+ ont postulé<sup>55</sup>.

Cependant, cette dernière initiative n'aide pas véritablement : les créanciers continueront à majorer les intérêts de la dette pendant la période de suspension et de remboursement. Le G20 a établi un nouveau cadre commun pour tenter d'améliorer la coordination entre créanciers. Cependant, la plupart des pays doivent continuer à s'acquitter du paiement de leur dette, en particulier aux créanciers commerciaux, tels que les obligataires, et aux créanciers multilatéraux autres que le FMI, qui ne semblent disposés ni à participer à l'initiative ni à accepter un allègement de la dette à l'occasion du nouveau cadre du G20, bien que les entités à l'origine de

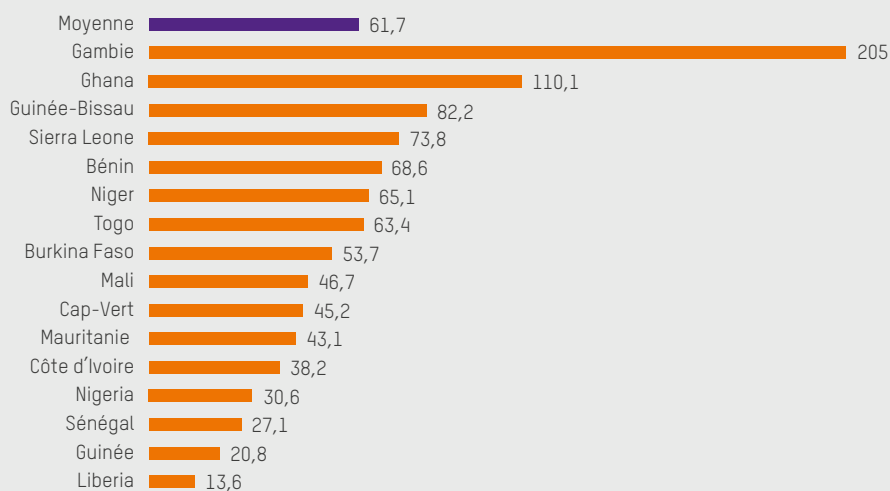
cette initiative aient invité ces créanciers à s'y joindre dans des conditions similaires. En outre, rien n'est fait pour réduire les niveaux de la dette intérieure, bien que son remboursement représente une part importante du service de la dette dans la plupart des pays de la CEDEAO+ en raison de taux d'intérêt intérieurs élevés.

FIGURE 5 : DETTE EN % DU PIB (2020-2021)



Source : World Economic Outlook database, FMI, avril 2021, à <https://www.imf.org/en/Publications/WE0/weo-database/2021/April>

FIGURE 6 : SERVICE DE LA DETTE EN % DES RECETTES BUDGÉTAIRES (2020-2021)



Source : IMF/World Bank Debt Sustainability Analyses 2020-21, disponible sur <https://www.imf.org/en/publications/dsa>.

Il est maintenant clair que l'impact économique de la pandémie se fera sentir pendant longtemps dans la plupart des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure. Pour permettre une reprise optimale, l'initiative devrait être prolongée jusqu'en 2022, transformée en annulation de la dette et inclure tous les créanciers multilatéraux et commerciaux. Cependant, cela n'empêchera pas les niveaux d'endettement de faire chuter les dépenses sociales et de saper les progrès en matière d'ODD à plus long terme. De nombreux pays auront besoin d'une annulation et d'une réduction importante de la dette pour pouvoir supporter cette charge, afin d'être en capacité d'investir pour lutter contre les inégalités et de renforcer leur résilience face aux futures pandémies, par le biais de mesures centrées sur l'éducation, la santé, la protection sociale et la sécurité alimentaire<sup>56</sup>.



## 1.6 LA RÉPONSE DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE

Le FMI et la Banque mondiale sont mandatés par l'ONU et le G20 pour mobiliser des financements afin de lutter contre la pandémie. Cependant, ils doivent également continuer à jouer leur rôle à plus long terme pour assurer les progrès des pays en matière d'ODD et pour la réduction des inégalités<sup>57</sup>.

Dans une large mesure, ils contribuent déjà avec un financement pour faire face à la COVID-19. Tous les pays de la CEDEAO+ ont bénéficié d'une aide financière d'urgence supplémentaire du FMI et de la Banque mondiale (pour plus de détails, voir les profils pays accompagnant ce rapport). Un tel financement, combiné à des flux accrus de la BAD, des Nations Unies et des partenaires bilatéraux, a été essentiel pour financer les programmes de réponse à la pandémie. Cependant, ceux-ci sont beaucoup plus restreints que ceux possibles pour les pays le plus riches qui empruntent sur les marchés commerciaux (comme indiqué dans le **section 1.5**).

Ce soutien multilatéral a été renforcé au troisième trimestre 2021 lorsque le FMI a émis 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS), qui pourraient soutenir les dépenses ou aider à rembourser la dette intérieure. La possibilité pour les pays plus riches qui n'ont pas besoin de leur part des 400 milliards de dollars de DTS de les transférer vers les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ayant davantage besoin de ressources est en cours de discussion : toutefois, à l'heure actuelle, il est prévu que ces ressources prennent la forme de prêts plutôt que de subventions, et qu'elles soient associées à des programmes de prêts conditionnels du FMI, contrairement aux modalités d'émission des DTS, qui ne sont assorties d'aucune

conditionnalité<sup>58</sup>. De plus, même avec cette réaffectation, le montant reçu par les pays en développement sera bien inférieur à ce qui est nécessaire pour une reprise rapide après la pandémie de COVID-19 et la poursuite des efforts en matière d'ODD. De nombreux/euses analystes et spécialistes du plaidoyer ont estimé qu'une émission de 3 000 milliards de dollars de DTS aurait été souhaitable<sup>59</sup>. Compte tenu de leur coût actuel très bas (0,05 % lors de la publication de ce rapport et pas de nécessité de remboursement du capital), il convient d'envisager des émissions régulières importantes de DTS qui pourraient être un moyen efficace de financer le développement mondial au cours de la prochaine décennie.

En termes de prescriptions politiques, les réponses du FMI et de la Banque mondiale à la pandémie se sont en grande partie limitées à des actions immédiates et à court terme via des dépenses supplémentaires en matière de santé, de protection sociale et de relance économique, plutôt que de chercher à bloquer la hausse des inégalités pendant la crise.

Aucun des documents de prêt actuels du FMI dans la région ne contient d'analyse significative des inégalités<sup>60</sup>. En outre, l'analyse d'Oxfam montre que, depuis le 15 mars 2021, dans 85 % des 107 prêts en réponse à la COVID-19 négociés entre le FMI et 85 gouvernements du monde entier, le FMI a encouragé (et dans certains cas obligé) les pays à adopter des mesures d'austérité, après l'accalmie de la crise sanitaire. Cette tendance a été observée dans les documents de prêt de 14 des 16 pays ouest-africains<sup>61</sup>. Cela reflète les opérations spécifiques au pays du FMI, qui ne traitent pas systématiquement l'égalité comme étant macro-critique, c'est-à-dire essentielle à la croissance et à la stabilité future (ce qui est le cas, étant donné que les niveaux d'inégalité ont plus d'impact que les niveaux évalués par le FMI dans la baisse du PIB) et donc au cœur de l'analyse et des politiques qui étayent les programmes pays dans le cadre de la consultation au titre de l'article IV et des documents de programme de prêt.

Cela peut être compréhensible dans le cadre des prêts de réponse d'urgence à la COVID-19 du FMI, dont l'objectif était de combler les lacunes de financement d'urgence sans procéder à une analyse très détaillée et, pour beaucoup, sans les termes et conditions habituels. Cependant, même dans le cadre de ces prêts, le FMI aurait pu éviter d'insister, de manière catégorique, et dans certains cas rapide et stricte, pour la consolidation fiscale, et préconiser plutôt des politiques clés nécessaires pour renforcer la marge de manœuvre fiscale et lutter contre les inégalités, notamment des renforcements de la fiscalité progressive, des dépenses contre les inégalités et des droits du travail. Le service des affaires fiscales du FMI a suggéré des augmentations « solidaires » des impôts progressifs pour financer les réponses à la COVID-19<sup>62</sup>, mais rien n'indique encore que ces recommandations influencent réellement la programmation du FMI en Afrique de l'Ouest.

En effet, les seuls changements significatifs des taux d'imposition ont réduit les impôts directs progressifs et augmenté les impôts indirects moins progressifs. Certains pays non membres de l'UEMOA ont appliqué une baisse de l'impôt sur les sociétés dans leur budget 2021 : la Gambie a réduit son taux d'impôt sur les sociétés de 31 % à 27 % ; la Sierra Leone de 30 % à 15 % pour les entreprises manufacturières en dehors de Freetown et son taux d'imposition des gains en capital de 30 % à 25 %<sup>63</sup>. D'autres ont augmenté les impôts indirects. Par exemple, au Ghana, la TVA a augmenté de 2 % dans le budget 2021 (la moitié étant une « taxe sanitaire consécutive à la COVID-19 »), ce qui en fait le pays au taux de TVA le plus élevé de la région, à 19,5 %. Même si la Banque mondiale a évalué que le taux de TVA du Ghana n'exacerbait pas les inégalités, car elle comporte des exonérations pour les produits alimentaires de base et un seuil élevé pour l'immatriculation<sup>64</sup>, cette mesure aggravera la pauvreté. Le taux de TVA du Nigeria a déjà augmenté de 5 % à 7,5 % dans le budget 2020 et l'imposition risque d'être plus régressive qu'au Ghana, car les petits commerçant-es ne sont pas exonéré-es de paiement.

Alors que les dépenses initiales de santé et de protection sociale liées à la pandémie ont pu contribuer à atténuer certaines des inégalités induites par la pandémie, dans la plupart des pays, ces programmes sont en train de disparaître. Dans un contexte d'austérité budgétaire, il sera extrêmement difficile de maintenir ces dépenses et encore plus de les augmenter pour lutter contre les inégalités.

Les Diagnostics-pays systématiques de la Banque mondiale pour les pays d'Afrique de l'Ouest contiennent beaucoup d'analyses de la pauvreté, mais beaucoup moins sur les inégalités. Ils ne comprennent que des mesures limitées pour augmenter les dépenses d'éducation (en mettant l'accent sur le développement de la petite enfance et la formation professionnelle) et les programmes de protection sociale ciblés n'aident

qu'un faible pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté. Ils ne contiennent pratiquement aucune des recommandations politiques nécessaires pour lutter plus efficacement contre les inégalités de revenus et ne montrent pas clairement comment les pays atteindront les ODD pour des soins de santé universels ou les socles de protection sociale universelle d'ici 2030<sup>65</sup>.

La Banque mondiale et le FMI ont analysé l'impact des impôts et des dépenses sur la pauvreté et les inégalités. Cependant, ces deux institutions n'ont pas accompagné cette analyse de recommandations de réformes nationales majeures des systèmes fiscaux et de dépenses publiques qui les rendent plus progressifs. Il n'y a pas eu non plus d'effort pour retirer les politiques antisyndicales et affaiblissant les droits du travail, inspirées par l'ancien indice « Doing Business », fortement critiqué pour avoir encouragé la dérégulation et la réduction des impôts sur les sociétés<sup>66</sup>.

Les prêts d'urgence accordés par la Banque dans le secteur de la santé se sont également révélés inadaptés dans leur propre analyse de la pauvreté et des inégalités. Oxfam a découvert en septembre 2020 que seuls huit des 71 projets de santé sur la COVID-19 de la Banque mondiale dans le monde avaient inclus des mesures visant à réduire les obstacles financiers à l'accès aux services de santé<sup>67</sup>. L'indice ERI a montré qu'il s'agit d'un problème majeur dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, ces dépenses ruinant des millions de personnes chaque année et les excluant de l'accès à un traitement. En Afrique de l'Ouest, cinq projets de la Banque mondiale ont soulevé la question de l'accessibilité financière des services, mais la réponse s'est limitée à des actions sur les services liés à la COVID-19 : exonérations de frais au Ghana, au Mali et en Sierra Leone ; couverture des frais d'assurance-maladie pour les personnes pauvres en Côte d'Ivoire ; et un vague engagement à « soutenir les mécanismes pour éliminer les obstacles financiers » à l'accès aux services au Liberia<sup>68</sup>.

En ce qui concerne le soutien à la protection sociale, s'il y a eu des augmentations considérables du volume et de la portée des transferts monétaires dans les pays d'Afrique de l'Ouest, les prêts de la Banque mondiale ont mis l'accent sur des programmes de « filet de sécurité » ciblant étroitement les personnes les plus pauvres, plutôt que sur des socles de protection sociale complets offrant aux citoyen·nes une sécurité tout au long de leur vie, conformément aux ODD<sup>69</sup>. Il n'y a pas eu non plus d'analyse, dans le cadre des prêts de la Banque mondiale, sur la façon dont ces programmes seront rendus permanents ou élargis pour atteindre l'objectif d'une couverture de protection sociale universelle d'ici 2030. Cela suggère qu'ils pourraient être abandonnés une fois que l'impact de la pandémie se sera estompé. L'analyse d'Oxfam montre d'ailleurs que le FMI encourage ce retour en arrière dans certains pays.

Dans l'ensemble, les dirigeant·es du FMI et de la Banque mondiale ont prononcé des discours forts<sup>70</sup>. Ces institutions ont mené des analyses complètes soulignant le risque que la pandémie pourrait augmenter les inégalités, ainsi que la nécessité d'éviter cela. Cependant, leurs réponses au niveau des opérations pays ont en grande partie ignoré les problèmes d'inégalité et, par omission ainsi qu'explicitement par le biais de recommandations d'orientation, risquent de contribuer à leur aggravation. Cette tendance doit être inversée de toute urgence, et les deux organisations devront aller au-delà des discours et des analyses pour formuler des recommandations de politiques fortes contre les inégalités au niveau des pays.

## 1.7 LE RETOUR DE L'AUSTÉRITÉ

Alors que les gouvernements d'Afrique de l'Ouest ont répondu à la pandémie en 2020 avec des programmes de soutien fiscal, ceux-ci s'avèrent de courte durée. Les projections du FMI concernant les dépenses publiques de 12 des 16 gouvernements de la CEDEAO+ montrent que les dépenses de 2021 seront inférieures de près de 4,4 milliards de dollars<sup>71</sup>. Cette énorme réduction des dépenses publiques se produit à un moment où les taux d'infection et de décès dus à la COVID-19 sont à leur plus haut niveau dans la région.

Les plans d'austérité à long terme en Afrique de l'Ouest sont encore plus préoccupants que le retrait rapide des dépenses d'urgence. Le **tableau 5** montre les projections du FMI pour 14 pays pour lesquels il existe des données jusqu'en 2026. Les projections montrent que la réduction combinée des budgets publics en Afrique de l'Ouest devrait être de 26,8 milliards de dollars, les plus fortes réductions se produisant en 2023 et 2024. Cette somme suffirait à vacciner tous les Ouest-africain·es et à offrir une année d'enseignement primaire de qualité à plus de 71 millions d'enfants de la région<sup>72</sup>.

TABLEAU 5 : DÉPENSES PUBLIQUES DANS 16 PAYS OUEST-AFRICAINS, 2022-26

Réductions des dépenses en milliards de dollars américains courants en utilisant les dépenses de 2021 (% du PIB) comme référence						
Pays	2022	2023	2024	2025	2026	Réductions totales
Bénin	- 0,23	- 0,21	- 0,29	- 0,32	- 0,42	- 1,47
Burkina Faso	- 0,06	- 0,20	- 0,39	- 0,34	- 0,28	- 1,27
Cap-Vert	- 0,07	- 0,12	- 0,15	- 0,17	- 0,19	- 0,69
Côte d'Ivoire	- 0,85	- 1,34	- 1,53	- 1,75	- 1,78	- 7,25
Gambie	- 0,04	- 0,07	- 0,10	- 0,13	- 0,14	- 0,47
Ghana	- 1,04	- 1,52	- 1,62	- 1,73	- 3,71	- 9,63
Guinée	0,12	0,24	0,32	0,45	0,41	1,54
Guinée-Bissau	- 0,03	- 0,04	- 0,05	- 0,06	- 0,06	- 0,25
Liberia	- 0,06	- 0,10	- 0,14	- 0,14	- 0,18	- 0,62
Mali	- 0,33	- 0,52	- 0,75	- 0,80	- 0,86	- 3,26
Mauritanie	- 0,02	- 0,01	- 0,02	- 0,02	- 0,01	- 0,08
Niger	- 0,24	- 0,42	- 0,41	- 0,37	- 0,38	- 1,82
Nigeria	-	- 2,68	- 1,51	-	4,82	0,63
Sénégal	- 0,18	- 0,28	- 0,23	0,04	0,09	- 0,56
Sierra Leone	- 0,14	- 0,15	- 0,17	- 0,19	- 0,21	- 0,86
Togo	- 0,14	- 0,21	- 0,17	- 0,14	- 0,10	- 0,77
<b>Total</b>	<b>- 3,31</b>	<b>- 7,61</b>	<b>- 7,23</b>	<b>- 5,67</b>	<b>- 3,00</b>	<b>- 26,83</b>

Source : FMI. (2021). *World Economic Outlook database* : April 2021.

Les seuls pays à ne pas procéder à des réductions sont la Guinée et le Nigeria, qui ont déjà procédé à d'importantes réductions dans leurs dépenses en 2019-2020. Le niveau des réductions prévues pour 2022-2026 est préoccupant. Par exemple, pour le gouvernement de la Sierra Leone, elles équivalent à deux fois et demie le budget annuel de la santé ; celles prévues par les gouvernements du Ghana, du Cap-Vert, de la Gambie, de la Guinée-Bissau et du Liberia dépassent toutes une année complète de dépenses publiques dans l'éducation.

L'austérité est encouragée par le FMI, dans ses évaluations politiques, ses prêts, mais également ses conseils qui visent une réduction des dépenses globales immédiatement après la pandémie afin de réduire les déficits, plutôt que la forte augmentation des dépenses de santé, d'éducation, de protection sociale et de sécurité alimentaire pour lutter contre les inégalités. Action Aid a remis en question l'approche du FMI : « le rapport du Bureau d'évaluation indépendant du FMI sur la réponse du FMI à la crise financière de 2007/2008 a célébré son rôle dans le soutien d'une relance financière mondiale et a critiqué le FMI pour avoir approuvé un retour prématuré au rééquilibrage budgétaire. Nous espérons que le FMI ne referra pas la même erreur.<sup>73</sup> »

Pour les membres de l'UEMOA, les critères de convergence régionale qui obligent les États membres à avoir des déficits budgétaires inférieurs à 3 % du PIB, une inflation inférieure à 3 % et une dette inférieure à 70 % du PIB, sont également à prendre en compte. L'UEMOA a suspendu ces critères jusqu'en 2023 en raison de la pandémie, mais les pays continuent néanmoins de viser l'austérité afin d'atteindre les objectifs de déficit et de dette d'ici 2023, dans la mesure du possible.

Si les gouvernements ouest-africains mettent en œuvre l'austérité comme prévu, le résultat risque d'être catastrophique pour la pauvreté et les inégalités. Et d'autant plus au cours d'une pandémie. Les recherches du FMI montrent que les pays qui ont appliqué l'austérité pendant et après les récentes épidémies ont vu leurs inégalités de revenus augmenter trois fois plus que les pays qui n'ont pas pratiqué l'austérité<sup>74</sup>. Comme la Banque mondiale et d'autres l'ont montré, la question de savoir si et dans quelle mesure les pays parviennent à contrôler les inégalités après la pandémie sera cruciale pour rétablir la situation pour les millions de personnes que la pandémie a plongées dans la pauvreté<sup>75</sup>.



## NOTES

Tous les liens ont été consultés pour la dernière fois en mars 2021, sauf indication contraire.

- 1 C. Hallum et K.W. Obeng. (2019). *La crise des inégalités en Afrique de l'Ouest : Quelles sont les solutions face à l'échec des pays d'Afrique de l'Ouest à réduire les inégalités ?*. Oxfam et DFI. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-west-africa-inequality-crisis-how-west-african-governments-are-failing-to-r-620837/>
- 2 Voir : J.D. Ostry, A. Berg et C.G. Tsangarides. (2014). *Redistribution, Inequality, and Growth*. Note de discussion du personnel du FMI. <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2016/12/31/Redistribution-Inequality-and-Growth-41291>  
<https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2011/sdn1108.pdf>
- 3 R. Wilkinson et K. Pickett. (2010). *L'égalité, c'est mieux : Pourquoi les écarts de richesse ruinent nos sociétés*. Deuxième édition. Londres : Penguin.
- 4 Pour des données détaillées, voir l'**annexe 1**. Les sources de toutes les données sont dans la base de données de pays du Rapport sur le développement humain du PNUD à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/countries>
- 5 Si le ratio de Palma est de 1, cela signifie que les 10 % les plus riches et les 40 % les plus pauvres reçoivent le même montant de revenus ; s'il est égal à 2, cela implique que les 10 % les plus riches reçoivent deux fois plus de revenus que les 40 % les plus pauvres, et ainsi de suite. Pour des données détaillées, voir l'**annexe 1**. Les sources de toutes les données sont dans la base de données de pays du Rapport sur le développement humain du PNUD à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/countries>
- 6 F. Grigoli et A. Robles (2017). *Inequality Overhang*. Document de travail du FMI. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2017/03/28/Inequality-Overhang-44774>
- 7 Données d'enquêtes nationales compilées par le World Inequality Lab : <https://wid.world/world>
- 8 C. Hallum et K.W. Obeng. (2019). *La crise des inégalités en Afrique de l'Ouest*.
- 9 F. Agyeman, S. Alidu, A. Arhin, G. Domfe, D. Edem Asimadu, L. Gibson, S. Hall, C. Mariotti, A. Oduro et J. Walker. (2018) *Building A More Equal Ghana. A five-point action plan to close the gap between the rich and the rest*. Oxfam, SEND Ghana et Ghana Anti-Corruption Coalition. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/building-a-more-equal-ghana-a-5-point-action-plan-to-close-the-gap-between-the-620549/>
- 10 S. Gellar. (2020). *Des Pas vers la Paix : Évaluation des conflits dans la zone du Liptako-Gourma au Burkina Faso, au Mali et au Niger..* Catholic Relief Services. [https://www.crs.org/sites/default/files/tools-research/de\\_pas\\_vers\\_la\\_paix\\_-\\_long.pdf](https://www.crs.org/sites/default/files/tools-research/de_pas_vers_la_paix_-_long.pdf)
- 11 K. Georgieva. (29 septembre 2020). *No lost generation: can poor countries avoid the Covid trap?* The Guardian. <https://www.theguardian.com/business/2020/sep/29/covid-pandemic-imf-kristalina-georgieva>
- 12 A. Guterres. (18 juillet 2020). *Tackling the Inequality Pandemic: A new social contract for a new era*. Conférence Nelson Mandela de l'ONU. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2020-07-18/secretary-generals-nelson-mandela-lecture-%E2%80%9ctackling-the-inequality-pandemic-new-social-contract-for-new-era%E2%80%9D-delivered>
- 13 D. Malpass. (8 octobre 2020). *Reversing the Inequality Pandemic: Speech by World Bank Group President David Malpass*. Discours à la Frankfurt School of Finance and Management. <https://n4worldbank.org/2020/10/08/reversing-the-inequality-pandemic-speech-by-world-bank-group-president-david-malpass/>
- 14 Pour plus de détails sur l'impact mondial sur les inégalités, voir le chapitre 2 du rapport sur l'indice ERI : M. Martin, M. Lawson, J. Walker et N. Abdo. (2020). *Combattre les inégalités en période de COVID-19 : Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2020*. Oxfam et DFI. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/fighting-inequality-in-the-time-of-covid-19-the-commitment-to-reducing-inequality-621061/>  
Voir aussi : E. Berkhout, N. Galasso, M. Lawson, P.A. Rivero Morales, A. Taneja et D.A. Vázquez Pimentel. (2021). *Le virus des inégalités : Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-virus-des-inegalites>
- 15 C. Lakner, N. Yonzan, D. Gerszon Mahler, R.A. Castaneda Aguilar et H. Wu. (11 janvier 2021). *Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: Looking back at 2020 and the outlook for 2021*. Blog de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty-looking-back-2020-and-outlook-2021>
- 16 Voir le chapitre 1 de Banque africaine de développement (BAD). (2021). *Perspectives économiques en Afrique 2021. De la résolution de la dette à la croissance : une feuille de route pour l'Afrique*. <https://www.afdb.org/fr/documents-publications/perspectives-economiques-en-afrique>
- 17 P. Espinoza Revollo. (2021). *Le virus des inégalités : note méthodologique*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-inequality-virus-bringing-together-a-world-torn-apart-by-coronavirus-throug-621149/>
- 18 FMI. (2020a). *Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2020 : Une ascension longue et difficile*. Édition d'octobre. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/09/30/world-economic-outlook-october-2020> Voir aussi : G. Cugat et F. Narita. (29 octobre 2020). *How COVID-19 Will Increase Inequality in Emerging Markets and Developing Economies*. Blog du FMI. <https://blogs.imf.org/2020/10/29/how-covid-19-will-increase-inequality-in-emerging-markets-and-developing-economies/>
- 19 N. Yonzan, C. Lakner, D. Gerszon Mahler, R.A. Castaneda Aguilar et H. Wu. (9 novembre 2020). *The impact of COVID-19 on global poverty under worsening growth and inequality*. Blog de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/opendata/impact-covid-19-global-poverty-under-worsening-growth-and-inequality>
- 20 S.H. Honfo, H.B. Taboe et R.G. Kakaï. (2020). *Modeling COVID-19 dynamics in the sixteen West African countries*. medRxiv 2020.09.04.20188532. Pré-impression. <https://doi.org/10.1101/2020.09.04.20188532>
- 21 Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE. (2021). *Lutte contre le Coronavirus (COVID-19) : perspectives ouest-africaines*. <https://www.oecd.org/fr/csao/coronavirus-ouest-afrique/> et OMS Afrique (19 août 2021).

- Afrique de l'Ouest : forte hausse des décès dus à la COVID-19, sur fond de flambée d'Ebola et d'autres maladies.* <https://www.afro.who.int/fr/news/afrique-de-louest-forte-hausse-des-deces-dus-la-covid-19-sur-fond-de-flambee-debola-et-dautres>
- 22 Ceci a été estimé en comparant la croissance du PIB réel prévue par le FMI pour 2020 avant la crise de la COVID-19 (à partir d'octobre 2019) à la croissance du PIB réel de la région pour 2020 (à partir d'avril 2021). La différence est considérée comme représentant la perte économique pour la région.  
FMI. (2019a). *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne : Faire face à l'incertitude.* <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/SSA/Issues/2019/10/01/sreo1019>  
FMI. (2021). *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne : Faire face à une longue pandémie.* <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/SSA/Issues/2021/04/15/regional-economic-outlook-for-sub-saharan-africa-april-2021>  
Les données pour la Mauritanie ont été complétées par FMI. (2019b). *Report for selected countries and subject.* <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2019/October/weo-report?c=638,748,624,628,662,648,652,656,654,668,678,692,694,722,724,742,&s=NGDPD,&sy=2017&ey=2024&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1>  
L'austérité sera moins stricte au Sénégal : une baisse des dépenses en 2022/2023 suivie par une augmentation en 2024/2025, donnant lieu à une augmentation générale de 1,2 % du PIB, contre les 0,2 % présentés dans le tableau sur l'austérité. Cela s'explique par le fait que le Sénégal a décidé de lancer un nouveau programme d'emploi pour la jeunesse et de mobiliser davantage de financements à des conditions favorables pour le financer. Les nouvelles prévisions concernant une réponse accrue à la COVID-19 et un ajustement moins important n'ont été formulées par le gouvernement et le FMI que récemment, après la publication de la base de données World Economic Outlook en avril 2021.
- 23 Toutes les données proviennent de : FMI. (2020b). *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne : Vers une reprise difficile.* Édition d'octobre. <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/SSA/Issues/2020/10/22/regional-economic-outlook-sub-saharan-africa>
- 24 Ibid
- 25 J. Ray. (3 mai 2021). *COVID-19 Put More Than 1 Billion Out of Work.* Gallup. <https://news.gallup.com/poll/348722/covid-put-billion-work.aspx>
- 26 Les cinq pays étaient le Sénégal, le Togo, le Liberia, le Bénin et le Niger. La part de personnes qui ont déclaré avoir perdu un emploi, une entreprise ou une source de revenus était la plus élevée au Sénégal (47 %) et la plus faible au Niger (15 %). Les données ont été recueillies entre octobre 2020 et janvier 2021 auprès d'un échantillon de 1 200 adultes dans chacun des cinq pays. A. Seydou (7 avril 2021). *Corruption, mistrust, and praise? Assessing government's management of the Covid-19 pandemic in West Africa.* Afrobarometer. <https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ad439-covid-responses-earn-praise-highlight-challenges-for-w-african-govts-afrobarometer-8april21.pdf>
- 27 Organisation internationale du Travail. (2021). *Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail. 7e édition.* [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgre-ports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms\\_767223.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgre-ports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_767223.pdf)
- 28 H. Karas et M. Dooley. (2021). *Extreme Poverty in the Time of COVID-19.* Groupe virtuel d'experts interinstitutions des Nations Unies. [https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2021/05/KHARAS\\_paper1.pdf](https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2021/05/KHARAS_paper1.pdf)
- 29 Voir, par exemple, les projections économiques mondiales de l'OCDE, dans lesquelles le scénario de base prévoit une reprise en 2021, mais le scénario négatif prévoit qu'il faille attendre jusqu'à la fin de 2022 : OCDE. (2021). *Strengthening the recovery: The need for speed.* Rapport intermédiaire de mars 2021 <http://www.oecd.org/economic-outlook>  
Voir également les prévisions du FMI et de la Banque mondiale, qui indiquent que les niveaux du PIB resteront environ 3 à 5 % inférieurs aux projections pré-pandémie à la fin de 2021 : FMI. (2021c). *Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale : Les mesures de soutien et les vaccins devraient rehausser l'activité.* Mise à jour de janvier. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2021/01/26/2021-world-economic-outlook-update>  
Banque mondiale. (2021). *Perspectives économiques mondiales :* janvier 2021. <https://www.banquemondiale.org/fr/publication/global-economic-prospects>
- 30 Données de Bloomberg (21 août 2021). *More Than 4.93 Billion Shots Given: Covid-19 Tracker.* <https://www.bloomberg.com/graphics/covid-vaccine-tracker-global-distribution/#global>. Données démographiques de la Banque mondiale (2021). *Population, totale.* <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL> a été utilisé pour calculer la couverture vaccinale dans les 17 pays de la région.
- 31 BAD. (2021). *Perspectives économiques en Afrique 2021.*  
Selon le FMI, la CEDEAO va avoir une croissance de 3,5 % et l'UEMOA de 5,2 % en 2021.
- 32 Ceci est basé sur l'analyse des données des milliardaires de Forbes menée pour la période du 18 mars 2020 au 31 juillet 2021 pour Aliko Dangote, Mike Adenuga et Abdulsamad Rabiu, milliardaires basés au Nigeria. Voir Oxfam (12 août 2021). *One-off emergency tax on billionaires' pandemic windfalls could fund COVID-19 jobs for entire world.* <https://www.oxfam.org/en/press-releases/one-emergency-tax-billionaires-pandemic-windfalls-could-fund-covid-19-jobs-entire>
- 33 Voir : D. Furceri, P. Loungani, J.D. Ostry et P. Pizzuto. (2020). « Pandemics and inequality: Assessing the impact of COVID-19 », dans : S. D. et U. Panizza (éd.). (2020). *COVID-19 in Developing Economies*, pp. 200-13. <https://ideas.repec.org/h/cpr/ebchap/p330-13.html>
- 34 R. Gilpin. (13 octobre 2014). *Ebola, économie et égalité en Afrique.* African Arguments. <https://africanarguments.org/2014/10/ebola-economics-and-equality-in-africa-by-raymond-gilpin/>
- 35 D.T. Korkoya Jr. et F.F. Wreh. (2015). *Ebola Impact Revealed: An assessment of the differing impact of the outbreak on the women and men in Liberia.* Liberia Institute of Statistics and Geo-Information Services, Ministère du Genre et du Développement du Liberia, Liberia WASH Consortium, Oxfam International et ONU Femmes. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/ebola-impact-revealed-an-assessment-of-the-differing-impact-of-the-outbreak-on-581371/>
- 36 L'article souligne également les micro-interventions contreproductives des services du FMI, telles que le fait de décourager l'Initiative pour des soins de santé gratuits de 2010 en Sierra Leone en raison de ses implications budgétaires. J. Robinson et J. Pfeiffer. (2 février 2015). *The long-term consequences of structural adjustment.* Projet Bretton Woods. <https://www.bretton-woodsproject.org/2015/02/imfs-role-ebola-outbreak/>

- 37 Cela fait également écho aux données probantes sur les épidémies : l'histoire récente de l'épidémie de SRAS et de l'épidémie de grippe H1N1 a montré que les effets comportementaux étaient responsables de 80 à 90 % de l'impact économique total. Banque mondiale. (17 septembre 2014). *Ebola: Economic Impact Already Serious; Could Be "Catastrophic" Without Swift Response*. Communiqué de presse. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2014/09/17/ebola-economic-impact-serious-catastrophic-swift-response-countries-international-community-world-bank>
- 38 D. Hillier, R. Mhlanga et S. Zweben. (2014). *Ebola and the Private Sector: Bolstering the response and West African economies*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/ebola-and-the-private-sector-bolstering-the-response-and-west-african-economies-336916/>
- 39 G. Lamoure et H. Juillard (2020). *Responding to Ebola epidemics*. ALNAP <https://www.alnap.org/help-library/alnap-lessons-paper-responding-to-ebola-epidemics>
- 40 Banque mondiale. (19 novembre 2014). *Libéria : Ebola prive de travail pratiquement la moitié de la population active du pays*. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/11/19/half-liberia-workforce-no-longer-working-ebola-crisis>
- 41 D.T. Korkoya Jr. et F.F. Wreh. (2015). *Ebola Impact Revealed*.
- 42 J. Kamara. (14 octobre 2014). *We can no longer ignore Ebola's wider impact – particularly on women*. Blog Poverty matters de The Guardian . <https://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2014/oct/14/ebola-women-sierra-leone>
- 43 Sur la base d'enquêtes auprès des ménages pré et post Ebola, au Liberia entre 2014 et 2016 et en Sierra Leone entre 2011 et 2018. Voir la base de données PovcalNet de la Banque mondiale : <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/povOnDemand.aspx>
- 44 S. Boland et G. McKay. (8 août 2018). *Lessons from the Ebola outbreak in Sierra Leone*. Blog de la London School of Economics. <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2018/08/08/lessons-from-the-ebola-outbreak-in-sierra-leone/>
- 45 T. Jones. (19 décembre 2018). *Sierra Leone: Ebola debt to IMF contributes to big cuts in public spending*. Jubilee Debt Campaign. <https://jubileedebt.org.uk/blog/sierra-leone-debt-payments-from-imf-ebola-loans-contribute-to-big-cuts-in-public-spending>.  
Voir aussi : B. Ellmers. (2015). *Is debt relief for Ebola-stricken countries enough? Third World Economics* 587 : 11-12. <https://www.twn.my/title2/twe/2015/587/6.htm>
- 46 La couverture des retraites est utilisée comme substitut car les données sur la couverture globale de la protection sociale ne sont pas disponibles pour tous les pays. Les estimations basées sur les données de 13 pays indiquent que la couverture globale pourrait être inférieure d'un ou deux points de pourcentage à la couverture des retraites. Données tirées de : OIT. *World Social Protection Data Dashboards: Cabo Verde*. <https://www.social-protection.org/gimi/WSPDB.action?id=13>
- 47 FMI. (2021d). *Policy responses to COVID-19*. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#U> Analyse supplémentaire effectuée si nécessaire à l'aide des documents du programme du FMI ou de l'article IV pour chaque pays, ainsi que des documents budgétaires nationaux 2020 et 2021.
- 48 FMI. (2020b). *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne*. <https://www.imf.org/fr/Publications/REO/SSA/Issues/2020/10/22/regional-economic-outlook-sub-saharan-africa>
- 49 D. Munévar. (2020). *Arrested Development: International Monetary Fund lending and austerity post Covid-19*. Eurodad. [https://www.eurodad.org/arrested\\_development](https://www.eurodad.org/arrested_development)
- 50 Voir : U. Gentilini, M. Almenfi, I. Orton et P. Dale. (2020). *Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures – December 11 Update*. Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33635>
- 51 Les pays sont le Sénégal, le Togo, le Niger, le Liberia, le Bénin et la Gambie. Les données proviennent de A. Seydou. (2021). *Corruption, mistrust, and praise? Assessing governments' management of the COVID-19 pandemic in West Africa*. Afrobarometer. <https://afrobarometer.org/publications/ad439-corruption-mistrust-and-praise-assessing-governments-management-covid-19-pandemic>
- J. Appiah-Nyamekye Sanny et O. Bloh. (2021). *Liberians laud government's COVID-19 response but claim unfair distribution of relief assistance*. Afrobarometer. <https://afrobarometer.org/publications/ad420-liberians-laud-governments-covid-19-response-claim-unfair-distribution-relief>
- S.M. Jaw et C. Eberé. (2021). *Gambia approve of government's handling of COVID-19 but don't trust vaccines*. Afrobarometer. <https://afrobarometer.org/publications/ad447-gambians-approve-governments-handling-covid-19-dont-trust-vaccines>
- 52 A. Akibo-Betts, R. Barrientos, S.M. Doris Bran, I. Frye, C. Gossmann Zarazúa, D. Gqubule, X.N. Iraki, M. Kamal, T. Islam Khan, M. Kohonen, A. Medina Bermejo, C. Mukumba, O. Pearce, U. Prasad Pyakurel, M. Ramachandran et N. Saracini. (2021). *Towards a People's Recovery: Tracking Fiscal and Social Protection Responses to Covid-19 in the Global South*. Financial Transparency Coalition. <https://financialtransparency.org/wp-content/uploads/2021/04/FTC-Tracker-Report-FINAL.pdf>
- 53 Les sources des données sont les dernières analyses de viabilité de la dette menées par le FMI et la Banque mondiale, voir : <https://www.worldbank.org/en/programs/debt-toolkit/dsa> ou <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/lic.aspx> Pour le Nigeria, celles-ci ont été complétées par l'analyse des documents budgétaires de 2019, 2020 et 2021.
- 54 Pour plus de détails, voir : FMI. (2021e). *COVID-19 Financial Assistance and Debt Service Relief*. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/COVID-Lending-Tracker>
- 55 Pour plus de détails, voir : Banque mondiale. (16 mars 2021). *COVID-19 : Initiative de suspension du service de la dette* <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative>
- 56 Christian Aid, Global Justice Now, Jubilee Debt Campaign et Oxfam. (2020). *Passing the Buck on Debt Relief: How the failure of the private sector to cancel debts is fuelling a crisis across the developing world..* <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621026/mb-passing-buck-debt-relief-private-sector-160720-en.pdf>
- 57 Pour une description détaillée de ces mandats et des déclarations sur les engagements du FMI et de la Banque mondiale à réduire les inégalités, voir : New Rules for Global Finance. (2013). *Global Financial Governance and Impact Report 2013*. [https://new-rules.org/storage/documents/global\\_financial\\_governance\\_impact%20report\\_2013%20.pdf](https://new-rules.org/storage/documents/global_financial_governance_impact%20report_2013%20.pdf)
- 58 Pour plus de détails sur les problèmes liés à l'approche proposée et des propositions pour l'améliorer, voir *Lettre ouverte aux*

- Ministres des Finances du G20 et au FMI : les organisations de la société civile appellent à une allocation rapide de Droit de tirage spécial, 18 avril 2021, disponible sur : <https://medium.com/@0xfamfIs/civil-society-organizations-call-for-principles-for-fair-channeling-of-special-drawing-rights-2f3795cdb14c>
- 59 Divers organismes mondiaux, dont des OSC, ont appelé à l'émission urgente de 3 000 milliards de dollars en DTS, notamment :
- Civil Society Organizations Call for Quick Special Drawing Rights Allocation. <https://www.latindadd.org/2021/02/12/civil-society-organizations-call-for-quick-special-drawing-rights-allocation/>
  - E. Macron, A. Merkel, M. Sall, A. Guterres, C. Michel et U. von der Leyen. (3 février 2021). *Multilateral Cooperation for Global Recovery*. Projet Syndicate. <https://www.project-syndicate.org/commentary/multilateralism-for-the-masses-by-emmanuel-macron-et-al-2020-02>
  - Intergovernmental Group of Twenty-Four on International Monetary Affairs and Development. (13 octobre 2020). Communiqué anonyme. <https://www.g24.org/wp-content/uploads/2020/10/G-24-Communique-Final-Annual-Meetings-2020.pdf>
  - Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). (2020). *Trade and Development Report 2020: From global pandemic to prosperity for all: Avoiding another lost decade*. <https://unctad.org/webflyer/trade-and-development-report-2020>
- 60 Sur la base d'une analyse de tous les documents de programme pays, qu'il s'agisse de programmes d'urgence tels que la facilité de crédit rapide et l'instrument de financement rapide ou de programmes à plus long terme tels que la facilité élargie de crédit et les instruments d'appui à la politique. Les documents individuels sont disponibles sur <https://www.imf.org/en/countries>  
Pour les références aux documents individuels, voir les fiches pays accompagnant ce rapport.
- 61 N. Tamale. (2019). *Adding Fuel to Fire: How IMF demands for austerity will drive up inequality worldwide*. Oxfam.
- 62 Pour les suggestions du FMI sur la politique fiscale pour la reprise consécutive à la COVID-19, voir : R. de Mooij, R. Fenochietto, S. Hebous, S. Leduc et C. Osorio-Buitron. (2020). *Tax Policy for Inclusive Growth after the Pandemic*. FMI. <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/covid19-special-notes/en-special-series-on-covid-19-tax-policy-for-inclusive-growth-after-the-pandemic.ashx>
- 63 Orbitax. (2021). *Sierra Leone Finance Act 2021 Approved Including Provisions for the Taxation of Digital Services Tax*. <https://www.orbitax.com/news/archive.php/Sierra-Leone-Finance-Act-2021--45111>
- 64 Banque mondiale (2017, May 8): *Fiscal consolidation to accelerate growth and support inclusive development: Ghana public expenditure review*. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/972961498157963462/pdf/Ghana-PER-FINAL-June-19-2017.pdf>
- 65 Sur la base d'une analyse des diagnostics-pays systématiques de la Banque mondiale menés pour ce document. Les diagnostics sont disponibles sur : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/23099>  
Pour les références aux documents individuels, voir les fiches pays accompagnant ce rapport.
- 66 Pour plus de détails sur ces questions, voir le chapitre 3 de : J.M. Griesgraber et M. Martin. (2018). *Are the Multilateral Organizations Fighting Inequality? 2018 Financial Impact Report on IMF and World Bank*. Friedrich Ebert Stiftung. <http://library.fes.de/pdf-files/iez/14814.pdf> et le billet de blog Eurodad « How many scandals will it take for the World Bank to start doing rights not rankings » [https://www.eurodad.org/how\\_many\\_scandals\\_will\\_it\\_take\\_for\\_the\\_world\\_bank\\_to\\_start\\_doing\\_rights\\_not\\_rankings](https://www.eurodad.org/how_many_scandals_will_it_take_for_the_world_bank_to_start_doing_rights_not_rankings)
- 67 Voir chapitre 2 du rapport principal 2020 de l'indice ERI : M. Martin et al. (2020). *Combattre les inégalités en période de COVID-19*.
- 68 K. Malouf Bous, A. Marriott, E. Seery et R. Shadwick. (2020). *From Catastrophe to Catalyst: Can the World Bank make COVID-19 a turning point for building universal and fair public healthcare systems?* Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/from-catastrophe-to-catalyst-can-the-world-bank-make-covid-19-a-turning-point-f-621113/>
- 69 Voir, par exemple, C. Andrews, A. de Montesquiou, I. Arevalo Sanchez, P.V. Dutta, B.V. Paul, S. Samaranyake, J. Heisey, T. Clay et S. Chaudhary. (2021) *The State of Economic Inclusion Report 2021: The Potential to Scale*. Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34917>
- 70 Pour les discours, voir par exemple :  
L. Elliott. (29 septembre 2020). *IMF chief: Covid will widen inequality without global action*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/business/2020/sep/29/imf-chief-covid-inequality-kristalina-georgieva>  
Banque mondiale. (12 décembre 2020). *Allocation du président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, au Sommet sur l'ambition climatique 2020*. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/speech/2020/12/12/remarks-by-world-bank-group-president-david-malpass-at-the-climate-ambition-summit-2020>
- 71 Ceci est calculé à partir des projections du FMI des dépenses publiques en pourcentage du PIB, en comparant les chiffres de 2020 avec ceux de 2021, convertis en dollars en les comparant au PIB aux prix courants. Les données proviennent de FMI (2021). *World Economic Outlook database: April 2021*. [https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2021/April/weo-report?c=638,748,624,628,662,648,652,656,654,668,678,692,694,722,724,742,&s=66X\\_NGDP,&sy=2018&ey=2026&ssm=0&scsm=1&ssc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1](https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2021/April/weo-report?c=638,748,624,628,662,648,652,656,654,668,678,692,694,722,724,742,&s=66X_NGDP,&sy=2018&ey=2026&ssm=0&scsm=1&ssc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1)
- 72 Le coût de la vaccination des plus de 417 millions de citoyens d'Afrique de l'Ouest est calculé en supposant deux doses de 7 \$ chacune. Le coût de fourniture d'une éducation primaire de qualité estimée pour l'ensemble de pays à faible revenu et de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure est estimé à 305 \$ à partir de UNESCO (2015). *Chiffrer le droit à l'éducation : le coût de la réalisation des nouvelles cibles d'ici à 2030*. Document d'orientation 18. <https://fr.unesco.org/gem-report/node/819>
- 73 ActionAid. (2020). *The Pandemic and the Public Sector*. <https://actionaid.org/publications/2020/pandemic-and-public-sector> p 6.
- 74 Davide Furceri, Prakash Loungani, Jonathan David Ostry et Pietro Pizzuto (30 avril 2021). *The rise in inequality after Pandemics: Can fiscal support play a mitigating role?* Document de travail du FMI 21/120. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2021/04/30/The-Rise-in-Inequality-After-Pandemics-Can-Fiscal-Support-Play-a-Mitigating-Role-50287>
- 75 Voir Banque mondiale (2020). *Poverty and shared prosperity 2020 – Reversal of fortune*. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34496/9781464816024.pdf>

© Oxfam International, octobre 2021

Ce document d'information a été rédigé par Matthew Martin, Jo Walker, Kwesi W. Obeng et Christian Hallum et basé sur des données compilées et calculées par David Waddock et Maria Holloway. Oxfam remercie Anthony Kamande et Jonas Gielfeldt pour leur contribution et Max Lawson, Susana Ruiz, Godfred Bokpin, Nadia Daar, Nabil Abdo et les équipes pays d'Oxfam au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana, au Liberia, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigeria, au Sénégal et en Sierra Leone pour leurs corrections et commentaires.

Nous remercions également Morten Bisgaard, Helen Bunting, Helen Wishart, Tom Fuller, Morgane Menichini, Nigel Willmott, Mouhamed Lamine Konde, Mame Diarra Senghor, Simon Trepanier, Robin Guittard et Sebastian Tiah pour leur aide dans la production de ce rapport.

Ce document a également bénéficié des connaissances collectives des membres du Comité de direction de l'indice de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI) de la région Afrique de l'Ouest, composé de Vanessa Ushie, Seydou Coulibaly, Babatunde Oladapo, Joel Akhator Odigie et Komlan Messie.

Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives aux politiques de développement et humanitaires. Il s'appuie sur l'indice mondial de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI), publié en octobre 2020.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN : 978-1-78748-824-3 en octobre 2021.  
DOI : 10.21201/2021.8045

#### Development Finance International

Development Finance International est une organisation à but non lucratif de recherche, de conseil, de plaidoyer et de renforcement des capacités, qui travaille avec plus de 50 gouvernements, organisations internationales et organisations de la société civile dans le monde pour contribuer à la lutte contre la pauvreté et les inégalités grâce au financement du développement. Pour plus d'informations, consultez [www.development-finance.org](http://www.development-finance.org) et [www.governmentspendingwatch.org](http://www.governmentspendingwatch.org)

#### Photos

Couverture : Florence Odjo, Bénin. Photo : Alokpa Kodjovi  
Page 5 : Fatimata Zoré, Burkina Faso. Photo : Cissé Amadou  
Page 13 : Werem Binta, Burkina Faso. Photo : Cissé Amadou

#### Oxfam

Oxfam est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils luttent contre les inégalités afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et sur le long terme, pour un avenir à égalité. Pour plus d'informations, veuillez contacter l'une des organisations ou vous rendre sur [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))  
Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Aotearoa ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam Colombie ([lac.oxfam.org/countries/colombia](http://lac.oxfam.org/countries/colombia))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam GB ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))  
Oxfam IBIS (Danemark) ([www.oxfamibis.dk](http://www.oxfamibis.dk))  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Oxfam Intermón (Espagne) ([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))  
KEDV ([www.kedv.org.tr](http://www.kedv.org.tr))



Development  
Finance  
International



OXFAM